GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1876 — ROMA — MARTEDÌ 15 FEBBRAIO — NUM. 37

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Ufizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

ORDINE DELLA CORONA D'ITALIA

S. M. *si compiacque nominare nell'Ordine della Corona d'Italia*:

Sulla proposta del Ministro dell'Interno con decreti del 1° gennaio scorso:

A commendatore:

Binda cav. Antonio, prefetto della provincia di Avellino;
Ferrari cav. Giacomo, id. di Aquila;
Polidori cav. Gio. Battista, id. di Sondrio;
Salvoni comm. Vincenzo, id. di Bari;
Rossi cav. Giuseppe, id. di Girgenti;
Bolis cav. Giovanni, questore di S. P. in Roma;
Amour cav. Alessandro, id. in Firenze;
Massa di S. Romano cav. Luigi, consigliere delegato nella Prefettura di Firenze;
Fossombroni conte Enrico, presidente del Consiglio provinciale di Arezzo;
Acquaviva d'Aragona Luigi, già maggior generale comandante in 2° della guardia nazionale di Napoli.

Sulla proposta del Ministro dell'Istruzione Pubblica con decreti del 26 ottobre, 23 dicembre, 13 e 16 gennaio scorsi:

A commendatore:

Brugnatelli prof. Tullio, rettore della R. Università di Pavia.

Ad uffiziale:

Beltrami cav. Eugenio, professore ordinario di meccanica razionale nella R. Università di Roma.

A cavaliere:

Paternostro sac. Pietro Antonio, direttore della R. Scuola tecnica di Termini Imerese;
Lusini Giovanni, capo delle officine di tassidermia e plastica in cera presso l'Istituto di studi superiori in Firenze;
Tosti Francesco Paolo, maestro di musica.

Sulla proposta del Ministro Guardasigilli con decreto del 13 gennaio scorso:

A grande uffiziale:

Lombardo-Arciori comm. Giuseppe, procuratore generale della Corte d'appello di Catania, collocato a riposo.

Sulla proposta del Ministro della Marina con decreto del 20 gennaio scorso:

A cavaliere:

Orlando ing. Paolo.

Sulla proposta del Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio con decreto del 20 gennaio scorso:

A commendatore:

Ottolenghi avv. Salvatore.

LEGGI E DECRETI

Il Num. **2941** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5° dello Statuto fondamentale del Regno;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data all'accordo firmato a Pietroburgo il 18 luglio 1875 dal direttore generale dei telegrafi d'Italia da una parte, e dai delegati delle Amministrazioni telegrafiche austriaca ed ungherese dall'altra parte, per regolare la corrispondenza telegrafica fra i rispettivi paesi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 gennaio 1876.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

ARRANGEMENT PARTICULIER *conclu entre l'Administration des télégraphes d'Italie d'une part, et les Administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'autre part.*

La correspondance télégraphique entre l'Italie d'une part, et l'Autriche et la Hongrie d'autre part, étant réglée par la Convention télégraphique internationale, les délégués soussignés ont stipulé, aux termes de la dite Convention, l'arrangement particulier suivant, sous réserve d'approbation.

Art. 1er. Les bureaux italiens de Rome, Milan, Venise, Vérone et Udine, et les bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres bureaux situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépasse pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés. Tous les soirs, à la clôture du service, ces bureaux doivent annoncer au bureau de dépôt de la propre Administration, désigné par celle-ci, le nombre des télégrammes ainsi transmis.

Pour la correspondanee échangée directement entre les bureaux de Milan et de Munich, les bureaux de Insbruck et de Bolzano servent de dépôt dans le cas où la correspondance directe est impossible.

Art. 2. Les taxes terminales des correspondances limitrophes sont fixées comme il suit:

A) *Autriche-Hongrie.*

1° Pour les stations du Tirol, du Vorarlberg, de la principauté de Liechtenstein, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Gorice, Trieste et Istrie, ainsi que pour les stations de l'Administration hongroise, situées le long de la côte adriatique, 1 franc;

2° Pour toutes les autres stations, 2 francs.

B) *Italie.*

1° Pour toutes les stations situées dans le territoire limité par le Pô, le Tessin et le Lac Majeur, 1 franc;

2° Pour toutes les autres stations, 2 francs.

Art. 3. Lorsque, dans la correspondance de l'Italie avec l'Autriche-Hongrie, un télégramme est dévié par le territoire suisse, l'Administration qui a opéré cette déviation en supporte les frais, et règle directement son décompte avec l'Administration suisse. Dans le décompte établi entre l'Autriche et l'Italie, ce télégramme est considéré comme étant directement transmis.

Analoguement, lorsque, dans la correspondance de l'Italie ou de l'Autriche-Hongrie avec la Suisse, un télégramme est dévié par le territoire austro-hongrois ou italien, l'Administration qui a opéré la déviation considère le télégramme comme directement échangé avec la Suisse, pour ce qui concerne les comptes avec cette Administration. Dans le décompte établi entre l'Autriche et l'Italie ce télégramme n'est compté qu'avec sa taxe de transit.

La taxe de transit de l'Autriche-Hongrie pour les correspondances échangées entre les frontières de l'Italie et de la Suisse est fixée à 1 franc.

Art. 4. Lorsque, par suite de circonstances imprévues, un télégramme est dévié de sorte qu'il emprunte le territoire de l'autre Administration, pour rentrer au territoire d'origine, aucune bonification ne sera payée.

Art. 5. Les télégrammes météorologiques et ceux qui concernent d'autres objets d'intérêt public sont expédiés en franchise comme télégrammes de service. Les Administrations télégraphiques contractantes s'entendront sur l'application de cet article et le mode d'expédition de ces télégrammes.

Art. 6. Les Parties contractantes régleront leurs comptes réciproques de la manière suivante:

a) Pour les correspondances terminales des deux Etats, échangées directement ou par la voie de la Suisse, les taxes seront réglées selon les dispositions de la Convention internationale concernant les taxes moyennes;

b) Pour toutes les autres correspondances, l'Administration I. R. des télégraphes à Vienne transmettra, chaque mois, à l'Administration italienne un compte, où tous les télégrammes expédiés à l'Italie seront traités individuellement, avec le montant des taxes y afférentes. Le compte sera divisé en autant de parties qu'il y aura de fils affectés à la correspondance entre les deux pays. Au montant de ce compte on ajoutera le nombre des télégrammes terminaux transmis à l'Italie et le montant de leurs taxes moyennes.

L'Administration I. R. dressera également, chaque mois, le compte des télégrammes reçus de l'Italie, et le transmettra à l'Administration italienne.

Les Administrations se réservent, si elles le jugent convenable, d'appliquer aussi pour les correspondances citées sous b) le système des taxes moyennes.

L'Administration italienne vérifiera ces comptes d'après les dispositions de la Convention internationale.

Pour la correspondance échangée directement entre les bureaux de Milan et de Munich, l'Administration R. des télégraphes de Bavière dressera, pour chaque mois, les comptes du débit et du crédit, et les transmettra, par l'intermédiaire de l'Administration Impériale et Royale de Vienne, à l'Administration italienne; celle-ci, après vérification, les renverra à l'Administration I. R. à Vienne, qui en tiendra note pour le décompte.

Art. 7. L'établissement des comptes réciproques mensuels et le payement de la solde résultante de la liquidation trimestrielle sera à la charge de l'Administration des télégraphes italiens et de l'Administration I. R. des télégraphes à Vienne, qui procédera, à cet égard, aussi au nom de l'Administration hongroise.

Art. 8. Les tarifs insérés dans cet arrangement peuvent être changés à toute époque d'un commun accord.

Art. 9. La présente Convention sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier 1876 et restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera en contradiction avec quelque disposition de la Convention télégraphique internationale successivement révisée, ou bien jusqu'à l'expiration d'un an à partir du premier janvier qui suivra la dénonciation faite par l'une des Parties contractantes.

Ainsi fait à Saint-Pétersbourg, ce 18 juillet 1875.

Pour l'Administration Italienne
(L. S.) E. D'Amico.

Pour l'Administration I. R. d'Autriche
(L. S.) Brunner.

Pour l'Administration Hongroise
(L. S.) Koller.

Il Num. **2945** (*Serie 2ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 3 della legge 3 febbraio 1871, n. 33 (Serie 2ª);

Vista la legge 6 luglio 1875, n. 2582 (Serie 2ª), che autorizza la maggiore spesa di lire 5,000,000 per il trasferimento della Capitale del Regno a Roma, da inscriversi ripartitamente nei bilanci dal 1875 al 1877 del Ministero dei Lavori Pubblici;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Dal fondo inscritto al capitolo n. 58, dello stato di prima previsione della spesa del Ministero dei Lavori Pubblici pel 1876 è autorizzata una prelevazione nella somma di lire centoventimila (lire 120,000) da portarsi in aumento al capitolo numero 49, *Trasporto della Capitale da Firenze a Roma* (*Indennità agli impiegati dell'Amministrazione centrale, spese di adattamento mobili ed altre accessorie e spese varie relative*), dello stato di prima

previsione della spesa del Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio pel 1876.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 gennaio 1876.

VITTORIO EMANUELE.

M. Minghetti.

Il Num. **2946** *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno;

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Serrana-Fontana in data 9 settembre 1875, colla quale si domanda l'autorizzazione di trasferire la sede del comune nella frazione di Fontana;

Veduta la deliberazione emessa dal Consiglio provinciale di Napoli in adunanza dell'11 ottobre 1875, coerentemente al disposto dall'articolo 176 n. 1 della legge comunale e provinciale,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Serrana-Fontana, nella provincia di Napoli, è autorizzato a trasferire la sede municipale nella frazione di Fontana.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Rossore, addì 26 gennaio 1876.

VITTORIO EMANUELE.

G. Cantelli.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti 26 dicembre 1875:

Fiore Salvatore, vicecancelliere della pretura di Pietraperzia, tramutato a quella di Licata, è dichiarato dimissionario dalla carica per non essersi recato alla nuova sua residenza nel termine di legge;

Grumelli Nicola, cancelliere della pretura di Notaresco, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni, è revocato dall'impiego;

Falcone Paolo, segretario della R. procura presso il tribunale di Ivrea, è dispensato dal servizio dal 1° gennaio 1876;

Quirici Pietro, cancelliere della pretura di Barga, in aspettativa per motivi di salute, è, in seguito a sua domanda, collocato a riposo;

Spadaro Nicolò, id. di Santo Stefano di Camastra, id. id.;

Cattaneo Giorgio, vicecancelliere del tribunale civile e correzionale di Biella, è dispensato dal servizio;

De Pratis Aurelio, id. della pretura di Urbino, è, dietro sua domanda, collocato a riposo;

Di Nolfi Giuseppe, cancelliere della pretura di Pagani, sospeso dalla carica, è revocato dall'impiego;

Bufalini Cesare, id. di Peccioli, in aspettativa per motivi di salute, è, dietro sua domanda, confermato nella stessa aspettativa per mesi tre;

Cateni Luigi, id. di Piombino, è tramutato alla pretura di Peccioli;

Catalano Agostino, id. di Pignataro Maggiore, id. di Altavilla Irpina;

Ranieri Francesco, id. di Mignano, id. di Pignataro Maggiore;

Luglio Vincenzo, id. di Altavilla Irpina, id. di Mignano.

Con RR. decreti 30 dicembre 1875:

Bonaccorso Antonio, cancelliere della pretura di Sant'Agata di Militello, è tramutato alla pretura di Santo Stefano di Camastra;

Grio Vincenzo, id. di Pace in Messina, id. di S. Agata di Militello;

Coppola Simone, vicecancelliere della Corte di appello di Roma, id. alla sezione di Corte d'appello di Potenza;

Ferrari Vittorio, id. di Napoli, id. alla Corte d'appello di Roma;

La Volpe Raffaele, id. del tribunale civile e correzionale di Lucera, id. al tribunale civile e correzionale di Napoli;

Pugliese Francesco, id. alla sezione di Corte d'appello in Potenza, è nominato vicecancelliere del tribunale civile e correzionale di Lucera;

Lombardini Giuseppe, abilitato agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, id. id. della pretura di San Donà;

Roccatagliata Emanuele, segretario della R. procura presso il tribunale civile e correzionale di Pontremoli, id. cancelliere del tribunale di commercio di Ferrara.

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso di concorso.

È aperto un concorso per l'ammissione agli impieghi della 3ª categoria dell'Amministrazione provinciale, giusta le norme sancite col R. decreto 20 giugno 1871, n. 324 (Serie 2ª). Gli esami relativi si daranno entro il mese di aprile prossimo venturo, in conformità al programma contenuto nel Ministeriale decreto 24 agosto 1871, e nei giorni che verranno indicati nella *Gazzetta Ufficiale*. Siffatti esami saranno tenuti nei capiluoghi di provincia, che verranno parimenti indicati nel preaccennato avviso

Le domande di ammissione dovranno inoltrarsi al Ministero, per mezzo dei signori prefetti, non più tardi del mese di marzo prossimo venturo, e dovranno essere corredate:

1° Della fede di nascita;

2° Del certificato di cittadinanza italiana;

3° Dell'attestato medico comprovante la buona costituzione fisica dei ricorrenti;

4° Dell'attestato di buona condotta morale e politica;

5° Della licenza ginnasiale o di scuola tecnica.

Tanto la istanza quanto i documenti allegativi dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo.

Chiuso il concorso sarà notificato a tutti i concorrenti l'esito della loro istanza ed a quelli che saranno ammessi all'esame il giorno ed il luogo in cui dovranno presentarsi per sostenerlo.

Programmi degli esami.

Storia d'Italia dalla fondazione di Roma — Avvenimenti principali — Geografia d'Italia — Statuto fondamentale del Regno — Nozioni elementari sull'ordinamento amministrativo del Regno — Nozioni elementari intorno agli archivi ed al loro ordinamento — Aritmetica — Calligrafia — Lingua francese, traduzione in italiano.

Roma, 14 gennaio 1876.

Il Direttore Capo della 1ª Divisione

Banfi.

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Dimostrazione dei risultamenti del conto del Tesoro al 31 gennaio 1876.

ATTIVO

Fondi di cassa e crediti di Tesoreria alla scadenza del 1875.		
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e Centrale L.	123,472,898 31	
Fondi in via ed all'Estero: Effetti in portafoglio . »	9,925,251 92	133,398,150 23
Crediti verso la Società delle Ferrovie Romane . . »	46,499,426 98	
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »	24,015,663 20	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	24,150,419 16	
Crediti diversi . . . . »	16,306,246 12	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico imputabili al bilancio 1876 . . . . »	6,992,100 »	
Crediti per Carte contabili . . . . »	3,906,782 30	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . . . . »	3,670,359 11	125,540,996 87
		258,939,147 10
Riscossioni fatte a tutto gennaio 1876.		
Imposta fondiaria . . . . »	532,082 06	
Imposta sui redditi di ricchezza mobile . . . . »	3,695,432 97	
Tassa sulla macinazione . . . . »	6,986,117 53	
Imposta sul trapasso di proprietà e sugli affari . . »	14,274,394 88	
Tassa sulla fabbricazione . . . . »	284,250 35	
Dazi di confine . . . . »	8,146,003 23	
Dazi interni di consumo . . . . »	5,671,774 16	
Privative . . . . »	6,693,179 37	
Lotto . . . . »	4,058,085 06	
Proventi di servizi pubblici . . . . »	3,505,673 67	
Rendite del patrimonio dello Stato . . . . . . »	20,007,724 »	
Entrate eventuali diverse . . . . »	369,478 05	
Rimborsi e concorsi nelle spese . . . . »	1,459,642 89	
Entrate diverse straordinarie . . . . »	3,739,037 65	
Entrate dell'Asse ecclesiastico . . . . »	3,478,832 59	82,931,708 46
Mutui sul corso forzoso . . . . »	»	»
Entrate degli stralci delle cessate Amministrazioni »	»	»
Debiti di Tesoreria al 31 gennaio 1876.		
Buoni del Tesoro . . . . »	161,728,600 »	
Banche-Conto delle anticipazioni statutarie . . . »	67,000,000 »	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . . . »	97,136,823 71	
Vaglia del Tesoro . . . . »	19,775,875 62	
Diversi . . . . »	54,970,297 57	400,611,596 90
		742,482,452 46

PASSIVO

Debiti di Tesoreria alla scadenza del 1875.		
Buoni del Tesoro . . . . L.	168,172,600 »	
Banche-Conto delle anticipazioni statutarie . . . »	30,500,000 »	
Amministrazione del Debito Pubblico . . . . . »	127,911,147 95	
Vaglia del Tesoro . . . . »	25,282,715 21	
Diversi . . . . »	43,319,662 43	395,186,125 59
Pagamenti fatti a tutto gennaio 1876.		
Ministero delle Finanze . . . . »	38,788,845 62	
Id. di Grazia e Giustizia . . . . »	1,766,752 32	
Id. degli Affari Esteri . . . . »	436,722 25	
Id. dell'Istruzione Pubblica . . . . . . »	1,241,529 21	
Id. dell'Interno . . . . »	4,605,099 38	
Id. dei Lavori Pubblici . . . . »	10,355,017 96	
Id. della Guerra . . . . »	17,651,772 46	
Id. della Marina . . . . »	1,568,738 72	
Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio »	643,871 62	77,058,349 54
Uscita per gli stralci delle cessate Amministrazioni »	»	»
Fondi di cassa e crediti di Tesoreria al 31 gennaio 1876.		
Contanti presso le Tesorerie Provinciali e Centrale »	79,579,440 64	
Fondi in via ed all'Estero e presso la Banca Nazionale - Effetti in portafoglio . . . . »	9,697,186 »	89,276,626 64
Crediti verso la Società delle Ferrovie Romane . . »	46,499,426 98	
Crediti verso l'Amministrazione del Fondo pel Culto »	28,923,108 86	
Crediti verso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	62,771,834 87	
Crediti diversi . . . . »	22,042,934 36	
Crediti per Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico imputabili al bilancio 1876 . . . . »	8,783,000 »	
Crediti per Carte contabili . . . . »	8,286,054 80	
Crediti per deficienze di tesorieri . . . . . . »	3,654,990 32	180,961,350 69
		742,482,452 46

PROSPETTO *comparativo delle riscossioni e dei pagamenti verificatisi presso le Tesorerie del Regno durante il mese di gennaio.*

		MESE DI GENNAIO 1876	MESE DI GENNAIO 1875	DIFFERENZA nel 1876
RISCOSSIONI	Imposta fondiaria — per l'esercizio corrente	284,835 65	7,306 75	+ 277,528 90
	Imposta fondiaria — per arretrati	247,246 41	206,127 71	+ 41,118 70
	Imposta sui redditi di ricchezza mobile — per l'esercizio corrente	3,442,763 97	3,824,145 88	+ 118,618 09
	Imposta sui redditi di ricchezza mobile — per arretrati	252,669 »	959,045 09	— 706,376 09
	Tassa sulla macinazione	6,986,117 53	6,702,479 26	+ 283,638 27
	Imposta sul trasporto di proprietà e sugli affari	14,274,394 88	14,959,255 08	— 684,860 20
	Tassa sulla coltivazione e sulla fabbricazione	284,250 35	192,054 23	+ 92,196 12
	Dazi di confine	8,146,003 23	8,498,667 36	— 352,664 13
	Dazi interni di consumo	5,671,774 16	5,449,444 43	+ 222,329 73
	Privative	6,693,179 37	7,206,356 29	— 513,176 92
	Lotto	4,088,085 06	4,115,644 89	— 27,559 83
	Proventi sui servizi pubblici	3,505,673 67	3,730,317 83	— 224,644 16
	Rendite del patrimonio dello Stato	20,007,724 »	17,957,623 92	+ 2,050,100 08
	Entrate eventuali diverse	369,478 05	442,564 46	— 73,086 41
	Rimborsi e concorsi alle spese	1,459,642 89	3,908,658 13	— 2,449,015 24
	Entrate diverse straordinarie	3,739,037 65	3,241,715 »	+ 497,322 65
	Entrate dell'Asse ecclesiastico	3,478,832 59	3,811,694 77	— 332,862 18
	TOTALE . . . L.	82,931,708 46	84,713,101 08	— 1,781,392 62
PAGAMENTI	Ministero delle Finanze	38,788,845 62	43,241,126 11	— 4,452,280 49
	Id. di Grazia e Giustizia	1,766,752 32	1,849,993 87	— 83,241 55
	Id. dell'Estero	436,722 25	280,123 15	+ 156,599 10
	Id. dell'Istruzione Pubblica	1,241,529 21	1,361,811 85	— 120,282 64
	Id. dell'Interno	4,605,099 38	5,789,093 28	— 1,183,993 90
	Id. dei Lavori Pubblici	10,355,017 96	17,025,137 79	— 6,670,119 83
	Id. della Guerra	17,651,772 46	14,549,493 79	+ 3,102,278 67
	Id. della Marina	1,568,738 72	2,081,249 99	— 512,511 27
	Id. dell'Agricoltura, Industria e Commercio	643,871 62	683,462 73	— 39,591 11
	TOTALE . . . L.	77,058,349 54	86,861,492 56	— 9,803,143 02
		+ 5,873,358 92	— 2,148,391 48	+ 8,021,750 40

Roma, 12 febbraio 1876.

Il Direttore Capo della 5ª Divisione
BIANCHI.

Visto — *Il Direttore Generale del Tesoro*
SCOTTI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Avviso.

Il signor Romeo Ricca fu Antonio ha dichiarato di avere smarrito la ricevuta n. 784, rilasciatagli dall'Intendenza di finanza di Roma (Ufficio di stralcio della cessata Direzione del Debito Pubblico) li 31 maggio 1872, col n. 1933 di posizione, per il certificato n. 3041 del Consolidato romano, rappresentante la rendita di scudi 4 63, inscritta al n. 2550 di registro a favore della Cappella della Madonna SS. del Rosario in S. Maria di Cerbara, stato da lui esibito per il cambio in titoli italiani.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ed ove non intervengano opposizioni, sarà fatto luogo alla consegna dei nuovi titoli e si riterrà di niun valore la ricevuta smarrita.

Firenze, li 14 febbraio 1876.

Per il Direttore Generale
PAGNOLO.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª pubblicazione per rettifica d'intestazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè: n. 39593 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 70 al nome degli aventi diritto alla dote del Beneficio di Santa Croce in Gagliole (Macerata) con vincolo di usufrutto a favore di Santini sacerdote *Emilio* di Cesidio, sia stata così vincolata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè invece il vincolo di usufrutto doveva annotarsi in favore di Santini sacerdote *Emidio* fu Cesidio, vero usufruttuario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 3 febbraio 1876.

Per il Direttore Generale
FERRERO.

CAPITANERIA DI PORTO
DEL COMPARTIMENTO MARITTIMO DI TARANTO

Avviso.

Si previene chiunque possa avervi diritto, e per gli effetti dell'art. 131 del Codice per la marina mercantile, che il giorno 8 gennaio 1876 è stato rinvenuto sulla spiaggia di Badolato (Calabria Ulteriore II) un battello lungo metri 5 20, largo metri 1 66, alto metri 1 20, senza segnali, riconosciuto del valore approssimativo di lire cento.

Taranto, li 5 febbraio 1876.

Per il Capitano del Porto
C. MASSA ufficiale.

CAPITANERIA DI PORTO
DEL COMPARTIMENTO MARITTIMO DI CATANIA

Il giorno 28 gennaio p. p. venne ricuperato nelle acque di Augusta un battello vuoto di circa una tonnellata, che, dietro perizia, venne stimato lire 82.

Gli aventi diritto a tale ricupero potranno far valere i loro reclami a questa Capitaneria nei termini fissati dagli articoli 131 e 136 del Codice per la Marina mercantile.

Catania, 7 febbraio 1876.

Il Capitano di Porto
CHIAPPETTI.

R. ISTITUTO LOMBARDO DI SCIENZE E LETTERE

Concorso a un premio straordinario della fondazione letteraria de' fratelli Giacomo e Filippo Ciani.

Il R. Istituto Lombardo di scienze e lettere, coll'assentimento del fondatore dottor Antonio Gabrini, riapre il concorso a un premio straordinario di un titolo di rendita di lire cinquecento annue, da conferirsi, nel 1879, all'autore di un **libro di lettura per il popolo italiano.**

A togliere il dubbio che s'intenda dover prevalere, nell'opera domandata, la parte dell'istruzione, come avvenne nel precedente concorso allo stesso premio, si dichiara innanzi tutto aversi di mira d'ottenere un libro essenzialmente educativo e letterario, il quale offra al popolo una gradevole e amena lettura.

L'opera dovrà essere di giusta mole e di buona forma letteraria, la più facile e la più attraente, affinchè possa diventare un libro famigliare del popolo.

L'autore potrà svolgere il tema con la unità del soggetto o la varietà delle letture; e, nel concetto educativo del suo lavoro, avrà cura di mantenersi nel campo delle eterne leggi della morale, e ne' principii delle istituzioni liberali, senza appoggiarsi a dogmi o a forme speciali di governo.

Possono concorrere italiani e stranieri di qualunque nazione, sempreché il lavoro sia in buona lingua italiana.

I membri effettivi del Reale Istituto Lombardo non sono ammessi a concorrere.

Il libro dev'essere originale, nè pubblicato prima della data di questo programma; alle opere stampate si dovrà unire una dichiarazione dell'autore e dell'editore, per accertare il tempo preciso in cui l'opera venne pubblicata.

I manoscritti e le opere a stampa dovranno essere trasmesse, franche di porto, all'indirizzo della *Segreteria del Reale Istituto Lombardo di Scienze e Lettere, nel palazzo di Brera, in Milano.*

I manoscritti anonimi e le opere pseudonime saranno accompagnate da una scheda suggellata, che contenga il nome, cognome e domicilio dell'autore. Questa scheda non sarà aperta se non quando fosse all'autore aggiudicato il premio.

Il tempo utile alla presentazione de' lavori sarà fino alle quattro pomeridiane del 31 dicembre 1878.

L'aggiudicazione del premio si farà nella solenne adunanza dell'Istituto del 7 agosto 1879.

Non saranno accettati manoscritti che non sieno di facile lettura; e i concorrenti avranno cura di ritirarne la ricevuta dall'ufficio di segreteria, o in proprio nome, o indicando, nel caso dell'anonimo, la persona a cui la ricevuta deva essere trasmessa.

I manoscritti saranno restituiti, un mese dopo che sieno pubblicati i giudizi sul concorso, alla persona che ne porgerà la ricevuta rilasciata dalla segreteria all'atto della presentazione. Le opere a stampa rimarranno alla libreria dell'Istituto.

Il certificato di rendita perpetua delle lire cinquecento sarà consegnato al vincitore del concorso, quando sia accertata la pubblicazione dell'opera.

Milano, 13 gennaio 1876.

Il Presidente
E. CORNALIA.

Il Segretario
G. CARCANO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Telegrafano da Londra all'*Indépendance Belge* che la partenza del signor Cave dall'Egitto venne differita fino all'arrivo dei funzionari inglesi che occuperanno posti fissi presso il Kedivé.

Nuovi documenti relativi al Canale di Suez vennero presentati il giorno 11 al Parlamento inglese. Essi spiegano che fino dal 1870, molto prima dell'acquisto delle azioni, eransi sollevate delle difficoltà.

Il numero delle comunicazioni che vennero scambiate durante il 1870 sommò a 170; l'ultima appendice contiene la corrispondenza del signor de Lesseps circa alla proposta da lui fatta per la vendita del Canale. Questa proposta data dal 1871-1872 ed era stata approvata dai signori Thiers e Rémusat. L'Italia si adoperava a produrre su questo punto un accordo fra le potenze marittime.

Lord Granville rispondendo allora ad un'interpellanza che venne mossa al governo disse che era prematuro l'annunzio di una dichiarazione fatta dalla Porta per disapprovare anche in massima la vendita del Canale o la costituzione di una amministrazione internazionale sul suo territorio.

Diamo il testo del messaggio imperiale che venne letto dal principe di Bismarck il 12 corrente nel chiudere la sessione del Reichstag: " Chiedo il permesso, disse il principe, di dar lettura del messaggio imperiale: " Noi Guglielmo per grazia divina imperatore di Germania, re di Prussia, annunziamo e facciamo sapere che abbiamo autorizzato il nostro cancelliere dell'impero, a tenore dell'articolo 12 della Costituzione dell'impero germanico, a chiudere l'attuale sessione del Reichstag germanico in nome nostro e dei governi federali.

" Firmato di nostro pugno e munito del sigillo imperiale.

" Dato a Berlino, il 9 febbraio 1876.

" Firmato GUGLIELMO.

" Controfirmato von BISMARCK ".

In nome dei governi federali e per ordine di S. M. l'imperatore, soggiunse il principe di Bismarck, dichiaro chiusa la sessione del Reichstag.

La seduta è sciolta in mezzo ai gridi di " Viva l'imperatore e re! "

La quistione ferroviaria è di nuovo all'ordine del giorno in Germania. Il relativo progetto venne sottoposto alla preliminare approvazione del sovrano. Per ora, secondo la *Nordd. Allg. Zeitung* si tratterebbe soltanto di conseguire l'autorizzazione di aprir negoziati per la cessione all'impero delle ferrovie prussiane dello Stato o del diritto di sorveglianza sopra quelle che appartengono ad imprese private. Un corrispondente berlinese d'un giornale di Vienna scrive in proposito che il governo del Baden si mostrerebbe ora propenso al progetto del principe di Bismarck.

La chiusura del Rigsdag danese che doveva avvenire il 29 gennaio venne differita al 29 marzo. È noto che, secondo l'articolo 19 della Costituzione danese, il Rigsdag non può sedere oltre due mesi senza il consenso del re. I lavori del Rigsdag essendo cominciati il 29 novembre dovevano dunque sospendersi il 29 gennaio, ma il mutamento di ministero avendo prodotta una interruzione delle sedute, il nuovo gabinetto ha chiesto ed ottenuto un prolungamento della sessione.

Interessanti discussioni sono avvenute nella Camera dei deputati di Copenaghen. La sinistra ha presentato un progetto di legge sulla responsabilità ministeriale. Il presidente del Consiglio osservò che i tempi agitati nei quali si vive non facevano sembrare opportuno il voto di una tale legge. L'Assemblea nullameno con 62 voti contro 11 decise di passare alla seconda lettura. Riguardasi tuttavia come dubbio che il progetto ottenga la sanzione dei vari poteri legislativi.

La Commissione militare nominata dal ministro della guerra in Grecia per elaborare un progetto di legge relativo alla riorganizzazione dell'armata ha presentato il proprio rapporto firmato dal generale Schmolensk, dal colonnello Coroneaz e da altre notabilità militari. Le misure raccomandate sono basate sulla legge francese del 27 luglio 1872.

Ogni cittadino greco in età da ventun anni a quarant'anni è obbligato a servire nell'armata. Tutti gli anni i giovani che hanno compiuta l'età di ventun anni dovranno presentarsi alla coscrizione; ma non sarà incorporato nell'armata regolare, per servire tre anni, che il numero necessario per la formazione del contingente annuale. Il resto dei coscritti non dovrà servire che per un anno.

La durata totale del servizio di diciannove anni è divisa nel seguente modo: tre anni di servizio nell'armata attiva, sei anni nella riserva, quattro anni nella milizia e sei anni nella riserva della milizia.

Secondo i calcoli della Commissione, dopo i primi tre anni vi saranno 20,163 uomini, sia nell'armata regolare, sia nella riserva, e dopo nove anni la forza totale disponibile dell'armata attiva e della sua riserva sarà di 47,439 uomini in congedo temporaneo, e 43,444 di milizia formanti un complesso in totale di 93,283 uomini.

I rappresentanti in Egitto dell'Inghilterra, dell'Italia, dell'Austria, del Belgio e dell'Olanda hanno firmato col governo del Kedivè un protocollo col quale fu istituita una Commissione arbitrale incaricata di giudicare in ultima istanza i processi arretrati e pendenti fra i nazionali dei detti paesi ed il governo egiziano.

Il *Mémorial Diplomatique* reca una corrispondenza da Pietroburgo, la quale contiene dei particolari molto interessanti e molto precisi sull'origine della guerra nel Kokand. Vi hanno nel kanato due partiti che vivono in continua ostilità tra di loro. Sono cioè i sarti, agricoltori, artigiani e commercianti, gente tranquilla ed onesta, e i Kiptsciak e Kara-Kirghisi, nomadi, turbolenti e amanti del brigantaggio. Il Khan s'appoggia ora all'uno, ora all'altro di questi partiti, secondo i suoi interessi. Khudoiar khan, essendo ancora fanciullo, fu posto sul trono mercè l'influenza dei nomadi, il cui capo, Musulman Koul è divenuto suo tutore e governatore. Ma i sarti della città di Kokand suscitarono contro Musulman Koul la diffidenza del giovane Khan, e quantunque questi fosse il marito della figlia del suo tutore, Musulman, non trovandosi più sicuro, ha preso la fuga nelle montagne, inducendovi il Kiptsciak alla rivolta.

Frattanto il figlio di Musulman Koul, il giovane Abdurrhaman, amico d'infanzia del Khan, restò a Kokand dove godeva della fiducia del suo giovane sovrano a segno che il Khan gli confidò l'alta dignità di Acotobatsci, o guardiano del bacino nel quale si lava il sovrano.

I Kiptsciak non potevano resistere alle truppe ben disciplinate ed all'artiglieria del Khan. Vinti, essi dovettero sottomettersi e consegnare al Khan il loro capo Musulman Koul e seicento altri notabili.

Khudoiar, che allora non aveva che quattordici anni, ha trattato il suo suocero nel modo più crudele. Carico di ferri, Musulman Koul ha dovuto assistere ogni giorno al supplizio dei suoi amici, malgrado le preghiere del figlio e della figlia, la giovine sposa di Khudoiar. Dopo il supplizio di tutti i seicento notabili venne la volta di Musulman Koul che fu decapitato.

Allora Abdurrhaman giurò di vendicare la morte di suo padre, ma dissimulò il suo odio. Si collegò con due altri nemici segreti del Khan: il vecchio molah Issa-Aulié e Khaalif-Nasar. Nel 1872 fece un pellegrinaggio alla Mecca dove lo Sceriffo gli fece il presente d'un pezzo della bandiera nera del profeta che doveva servirgli di talismano nella *kazaroat* (guerra santa) che meditava allora.

Finalmente giunse il momento della vendetta. Nel mese di luglio 1875 i Kiptsciak e gli altri nomadi, contando sull'assistenza dei cospiratori alla corte del Khan, si ribellarono, e Khudoiar ingannato dalla simulata amicizia d'Abdurrhaman e di Issa-Aulié confidò a questi il comando dell'armata incaricata di combattere i ribelli. Ai cospiratori fu facile di fanatizzare i soldati contro il Khan e contro i suoi amici, i russi, e di indurli a passare dalla parte dei ribelli.

Khudoiar, tradito dai suoi, ha dovuto lasciare il trono e cercare rifugio in territorio russo assieme a suo figlio Seid-Nasr-Eddin.

Ma Abdurrhaman non ebbe a godere a lungo dei frutti del suo tradimento. Vinto dai russi a Marghalan, a Ouch, e due volte a Audidjean, esso è nuovamente in fuga. La guerra santa non ebbe successo, e i Kiptsciak, vedendo inutile la loro resistenza, cominciano a sottomettersi ai russi.

In siffatta condizione di cose, il generale de Kaufmann, che aveva l'intenzione di rimanere a Pietroburgo, ritornerà fra qualche settimana al Kokand per pacificare interamente il Khanato e per insediarvi il nuovo Khan, che sarà probabilmente Nasr-Eddin, il quale promette di vivere in buoni termini coi russi.

L'ex-khan Khudoiar vive a Oremburgo dove si trova pure incarcerato il mollah Issa-Aulié. Il giovane khan Nasr-Eddin attende gli avvenimenti a Khodjent.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Roma, 14. — È giunto quest'oggi al Ministero della Marina un telegramma del comandante della *Vettor Pisani*, in data 30 scorso mese, col quale annunzia il suo arrivo in quel giorno a Porto La Union, nella Repubblica di San Salvador.

Il telegramma dice altresì che tutti a bordo stanno bene.

Parigi, 14. — La *République Française* fu posta sotto processo per un articolo pubblicato ieri contro Buffet.

Bruxelles, 14. — La *Gazzetta di Bruxelles* ricevette un telegramma da Malines, il quale annunzia che ieri sera, dopo una dimostrazione di cattolici, ebbero luogo alcuni disordini in parecchi punti della città. Furono dati alcuni colpi di pugnale e il commissario di polizia fu maltrattato.

Costantinopoli, 14. — *Dispaccio ufficiale.* — Il Sultano firmò l'iradè che accorda le riforme contenute nel progetto austriaco. La risposta della Porta, la quale notifica questa decisione, fu comunicata alle sei ambasciate e telegrafata ai rappresentanti ottomani presso le sei potenze. Il punto relativo alle rendite da impiegarsi nelle provincie insorte sarà regolato da una Commissione mista.

Il Sultano è completamente ristabilito della sua leggera indisposizione.

Namich pascià fu nominato presidente del Consiglio di Stato in luogo di Server pascià che assunse il portafoglio dei lavori pubblici. Helet pascià fu nominato membro del Consiglio di Stato.

Costantinopoli, 14. — In seguito alle rimostranze fatte presso la Porta dagli hassunisti riguardo all'affare di Angora e in seguito ad una osservazione collettiva fatta dalle ambasciate di Francia, Inghilterra, Russia, Austria-Ungheria e Italia, il Granvisir ordinò telegraficamente che siano richiamati i sei notabili armeni hassunisti che furono esiliati e che sia revocato il governatore di Angora per essere posto in istato d'accusa; infine furono nominati due commissari, uno armeno e uno mussulmano, per recarsi in Angora e farvi un'inchiesta.

Londra, 14. — *Camera dei comuni.* — Lord Northcote presenta un progetto, nel quale domanda 4,080,000 sterline per pagare le azioni del Canale di Suez e per le spese incontrate per quella compera. Egli dice che il Parlamento non fu convocato più presto affinchè il governo non venisse accusato di non avere concesso il tempo necessario per esaminare questo argomento così grave. Fa la storia del Canale e della posizione della Compagnia. Loda Lesseps di avere fatto il Canale, e fa quindi risaltare il progresso soddisfacente del Canale dal lato pecuniario. Constata che l'influenza del Canale sulle relazioni colle Indie è amministrativa e commerciale.

Lord Northcote parla quindi del modo con cui furono comperate le azioni. Dice che il governo comprese tutta la responsabilità della sua posizione, ma che la decisione di procedere a quella compera non fu improvvisa, perchè la quistione veniva studiata da parecchi anni, e l'affare fu poi in modo speciale esaminato accuratamente per dieci giorni dal governo, il quale conosceva completamente tutti i dettagli della vertenza.

Lord Northcote dice che se il Kedivé si sottopone sinceramente ad un controllo ed abolisce le spese inutili, l'Egitto potrà far onore ai suoi impegni e restaurare le sue finanze. Egli soggiunge che il governo crede che la compera delle azioni sia vantaggiosa per tutti gli interessati, per l'Inghilterra, pel Kedivé e per la Compagnia del Canale, alla quale noi ci siamo finalmente associati (*Applausi prolungati*).

Lord Northcote propone di prendere la somma pel pagamento delle azioni sul debito nazionale e di dare come pegno degli interessi e dell'ammortamento l'interesse del 5 per cento che si deve ricevere dal governo egiziano. Spera che questo debito si liquiderà in 35 anni e soggiunge che noi abbiamo presentemente nella amministrazione del Canale un interesse che non sarà limitato a 10 voti. In conseguenza di questo affare si sono stabilite con Lesseps relazioni amichevoli e si sono intavolate trattative per uno scioglimento della quistione relativa al diritto di tonnellaggio e ad altre vertenze, nonchè per far nominare nell'amministrazione della Compagnia tre rappresentanti dell'Inghilterra.

Lord Northcote non vede il motivo per cui il Kedivé non pagherà gli interessi. Ricorda la buona accoglienza ricevuta da Cave, il quale ebbe tutte le informazioni possibili; dichiara che l'inchiesta fatta dal signor Cave dimostrò che le risorse dell'Egitto sono considerevoli, che queste risorse si sono sviluppate rapidamente, ma che l'amministrazione finanziaria fu pessima. Lord Northcote termina dicendo che l'Inghilterra spedirà al Kedivé un

finanziere competente, il signor Pivers Wilson, il quale, se accetta la missione, cesserà di appartenere all'amministrazione inglese.

Lord Harthington, Gladstone, Forster ed altri domandano che la discussione sia aggiornata per dar tempo di esaminare la quistione.

Disraeli ricusa dapprima di aderire a questo aggiornamento, ma poscia vi acconsente e la discussione è rinviata al prossimo lunedì.

La seduta è quindi sciolta.

Madrid, 14. — Fu spedito ai rappresentanti spagnuoli all'estero un *memorandum*, in data del 3 febbraio, il quale dice: « L'insurrezione cubana non è più condotta dai cubani, ma dagli avventurieri stranieri. Il nucleo degli insorti è composto di negri, di mulatti e di chinesi disertori. Appena 800 cubani bianchi servono sotto le bandiere degli insorti, mentre 40,000 militano volontariamente sotto le bandiere reali. La Spagna non può procedere ad accordi con tali elementi; può soltanto, dopo di avere riportato una vittoria completa, accordare a Cuba tutte le libertà, delle quali di già godrebbe se non vi fosse stata la rivoluzione e delle quali gode di già Portoricco, ove la schiavitù fu abolita.

Le forze spagnuole bastano per vincere l'insurrezione. I rinforzi speditivi l'anno scorso ascendono a 28,000 uomini. La durata dell'insurrezione deve essere attribuita alle difficoltà che presenta il paese, ma tuttavia il commercio cubano si è raddoppiato negli ultimi dieci anni. L'insurrezione non si estese nelle parti più fertili dell'isola, e soltanto alcuni distretti ne hanno sofferto. Tutti gli stranieri, i quali ebbero a subire delle perdite, saranno indennizzati e l'*embargo* sulle merci estere sarà tolto.

Questo *memorandum* è una risposta indiretta alla nota americana.

Saint-Jean de Luz, 14. — Il generale Moriones occupò con un colpo di mano le alture che dominano Aya e Cestoma.

Il generale Loma si avanza verso la Valle di Deva.

Una parte dell'esercito di Quesada incominciò un movimento verso Vergara, attorniando Etgueta, occupata da Carasa.

Il servizio delle vetture fra Vittoria e Bilbao fu ristabilito.

I carlisti si concentrano con tutte le loro forze fra Tolosa, Aypeitia e Andouin.

Londra, 14. — L'invio di una squadra da Bombay nelle acque chinesi non fu cagionato da alcuna divergenza fra l'Inghilterra e la China, ma dal saccheggio della goletta tedesca *Anna*, il quale ebbe luogo per l'assenza delle navi da guerra inglesi dalle acque della Malesia.

Vienna, 14. — La *Gazzetta di Vienna* pubblica un decreto imperiale, in data dell'11 corrente, il quale convoca tutte le Diete dell'Austria pel 7 marzo.

NOTIZIE DIVERSE

Beneficenza. — Al *Journal de Genève* del 12 scrivono da Lucerna che il signor Aloisio Schnarwyler, antico usciere dello Stato, morto di recente, lasciò per testamento la somma di 28,000 franchi a favore di parecchi Istituti di pubblica utilità. Di quei 28,000 franchi, 10,000 sono specialmente destinati alla fondazione di un ospedale cantonale.

Le ferrovie svizzere nel 1875. — La *Gazzetta del commercio svizzero* ha pubblicato degli interessanti ragguagli sul traffico e sui prodotti delle ferrovie svizzere durante il 1875. Furono aperti alla circolazione 406,6 chilometri di ferrovie nuove, dei quali 75 appartenenti alla *Nationalbahn*. La rete svizzera comprende quindi 1775,6 chilometri. Il prodotto totale fu di franchi 51,188,857, di cui franchi 24,826,302 per il trasporto dei viaggiatori e franchi 26,362,555 per il trasporto delle merci. Questa cifra rappresenta 19 franchi a testa della popolazione svizzera. Il prodotto chilometrico è stato in media di franchi 28,832 — 7 7 per cento di meno che nell'anno precedente in causa del traffico quasi nullo nelle ferrovie aperte nel 1875. Le compagnie seguenti hanno avuto un prodotto superiore alla media indicata: la Centrale franchi 47,000; la Nord-est franchi 46,080; la ferrovia del Righi franchi 43,000; la ferrovia di Basilea franchi 39,000 e la *Svizzera* occidentale franchi 36,000. Vi sono all'opposto non meno di sette compagnie il cui prodotto chilometrico non oltrepassa i 10,000 franchi e che in conseguenza possono appena coprire le spese d'esercizio. In questa situazione si trova il Gottardo per i tronchi compiuti con franchi 9000; la ferrovia della valle della Töss, la *Nationalbahn* ed il Sempione con franchi 8000; la linea dell'Emmenthal con franchi 7000; la linea di Jougne con franchi 6000 e finalmente la linea Losanna Echallens con franchi 5000. La compagnia Arth-Righi, se non è in condizioni così miserande come altre intraprese, ha però un avvenire abbastanza oscuro. Quando avrà pagato l'interesse delle sue obbligazioni, resterà assai poca cosa per gli azionisti. La situazione di questa linea migliorerà probabilmente coll'apertura del Gottardo, ma fino allora vi saranno ancora molte difficoltà da superare.

Pubblicazioni francesi. — Secondo quanto afferma la *Liberté* di Parigi, il numero totale dei libri, opuscoli, manifesti, pezzi di musica, incisioni, disegni e via discorrendo, sì editi che inediti, che videro la luce in Francia dal 1° gennaio a tutto il 31 dicembre 1875 fu di 21,006 pubblicazioni.

Fra queste 21,006 pubblicazioni si contano 14,195 libri (nuovi o rieditì), opuscoli, manifesti, ecc. ecc., eseguiti tipograficamente, vale a dire 2278 di più che nel 1874.

Le pubblicazioni musicali in fogli volanti, libri o partiture sommarono a 4195 nel 1875, e superarono perciò di 304 numeri il totale dell'anno precedente.

Finalmente, il dipartimento delle stampe, che comprende le carte geografiche del pari che le pubblicazioni fotografiche e fototipografiche, enumera nel 1875 un totale di 2666 pubblicazioni, che supera di 470 numeri il totale dell'anno 1874.

La biblioteca di Haydinger. — A Vienna, scrive il *Nord* del 5, è morto giorni sono l'albergatore Haydinger, che era riuscito a raccogliere una biblioteca speciale e di gran pregio, composta di tutte le pubblicazioni che si riferiscono in qualche modo alla storia di Vienna in Austria.

La biblioteca dell'estinto Haydinger conta 21,000 opere diverse, molte delle quali sono rarissime ed alcune uniche.

Fra le disposizioni testamentarie del defunto albergatore vi è pure quella che la sua biblioteca debba essere venduta all'asta pubblica, e si dice che quella vendita di libri sarà una delle più importanti che da anni ed anni siansi fatte in Austria ed in Germania.

Notizie del Giappone. — Alla *Gazzetta di Venezia* del 7 corrente scrivono da Tokei (Giappone) in data del 19 dicembre 1875:

Non avendo nulla di nuovo da scrivervi, oggi vi mando due interessanti pubblicazioni statistiche, una del *Daigiokuan* e l'altra dell'*Echo du Japon*.

Il *Daigiokuan*, cioè l'ufficio del primo ministro, ha pubblicato i risultati del censimento generale dell'impero pel 1874. Eccone i dati:

I palazzi imperiali di Tokei sono abitati dal mikado, che ha 22 anni e 2 mesi; Joshikoi imperatrice, che ha 22 anni e 8 mesi; l'imperatrice madre, che ha 39 anni; e 28 principi del sangue.

La popolazione totale dell'impero è di 33,300,675 abitanti, cioè

16,891,729 maschi e 16,408,946 femmine; con un aumento sull'anno 1872 di 189,850 abitanti.

Nacquero nel 1874 maschi 290,836, femmine 278,198, e morirono maschi 208,092, femmine 197,812.

Gli abitanti si distinguono in nobili	2,829
Samurai di 1°, 2° e 3° rango. Sono titoli quasi nobiliari appartenenti ai pubblici funzionari o agli antichi servitori dei *daimios*	1,895,829
Preti buddisti, comprese 58,862 donne	207,699
Preti sintonisti, comprese 37,899 donne	76,119
Sacerdotesse	9,326
Cittadini	31,106,515
Abitanti di Sagalien	2,358
Totale	33,300,675

L'altra pubblicazione si riferisce all'esportazione seme bachi, che nel 1875 ammontò alle cifre seguenti:

Cartoni esportati per l'Italia	500,953
Id. per la Francia	169,955
Id. per la Germania	50
Id. per l'America	56,000
Totale	726,958

Le scuole primarie in Russia. — Nell'ultima adunanza del Zenstvo (Assemblea territoriale) del governo di Pietroburgo si è data lettura di una relazione sulle scuole primarie. Esse si ripartiscono in due categorie: una dipende dal Ministero dell'istruzione pubblica, le altre dai Consigli scolastici dei distretti. Le scuole ministeriali sono in numero di 65, delle quali 45 hanno una classe sola e 20 ne hanno due; 38 sono nelle città e 27 in comuni rurali. Esse sono frequentate da 3500 ragazzi e 1000 fanciulle. Gli stipendi degli istitutori sono fra 900 e 1400 franchi. Gli ecclesiastici catechisti hanno 600 franchi. I locali sono spaziosi ed arieggiati. Le spese sono a carico del governo, dei comuni e della provincia. L'insegnamento è gratuito, ma non obbligatorio. — Le scuole di distretto, la cui ispezione non è così regolare, hanno novemila fanciulli e quattromila ragazze, e sono in numero di 300. — Invece di 18,000 allievi, le scuole del governo di Pietroburgo potrebbero esse sole contenere 200 mila allievi. Perciò i giornali russi parlano della necessità di introdurre presto l'insegnamento obbligatorio.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

IL LAVORO DEI FANCIULLI NELLE FABBRICHE IN INGHILTERRA

In Inghilterra, oltre alle grandi Commissioni nominate a lunghi intervalli, come a cagion d'esempio, quella del 1860 e un'altra che è stata istituita nel 1875, per fare una inchiesta sulle condizioni dell'industria, esistono due ispettori reali per le fabbriche incaricati di stendere dei rapporti semestrali sulla situazione di questa industria. Questi rapporti contengono un riassunto dei fatti più notevoli relativi alla materia, che si sono compiuti negli ultimi sei mesi; rilevano gli abusi, segnalano le difficoltà che incontra l'applicazione della legge, propongono riforme e danno una lista completa delle condanne inflitte per contravvenzioni alle leggi concernenti le fabbriche.

Stimiamo utile di far conoscere uno di questi rapporti: esso porta il titolo di *Rapporto degli ispettori di fabbriche indirizzato al primo segretario di Stato di Sua Maestà nel dipartimento dell'interno per il semestre che ebbe fine il* 30 *aprile* 1875.

Non abbiamo sott'occhi il rapporto stesso, ma ne troviamo un'analisi assai particolareggiata in un lavoro della *Augsburger Allgemeine Zeitung* sulla situazione e la legislazione delle fabbriche in Inghilterra, lavoro al quale hanno servito di base dei documenti parlamentari e le leggi più recenti sulle fabbriche.

Dal rapporto molto istruttivo dei due ispettori risulta, che durante il semestre che ebbe principio col 1° ottobre 1874 e finì il 30 aprile 1875, sono state constatate non meno di 1003 infrazioni delle leggi sulle fabbriche e sugli opifici, che hanno dato luogo a processi. Il totale delle multe è stato di 658 e il totale delle spese di 468 lire sterline. I casi più frequenti d'infrazione furono: 1° occupazione di fanciulli che non avevano certificati scolastici; 2° occupazione di donne e fanciulli in tempo di notte. I rapporti non mancano mai di dare dei particolari, cioè a dire il sunto di tutti i processi, colla indicazione dei nomi proprii, dei motivi del processo e infine dell'ammontare delle multe e delle spese.

Gl'individui posti sotto la tutela delle leggi sono: 1° i fanciulli, cioè a dire i non adulti al di sotto dei 14 anni; 2° i giovani, o non adulti al di sopra dei 14 e al disotto dei 18 anni; 3° le donne di qualunque età incominciando dai 18 anni.

Ogni ispettore o sottoispettore regio per le fabbriche è autorizzato a penetrare in ogni fabbrica, come pure in tutte le scuole ove vengono istruiti i fanciulli che lavorano nelle fabbriche; inoltre, sempre nell'interesse dell'osservanza delle leggi in discorso — leggi di cui le più importanti furono promulgate nel 1874 e di cui alcune sono entrate in vigore nel 1876 — esso ha il diritto di condurre seco un medico ed un agente di polizia e di interrogare chiunque si trovi nella detta fabbrica o scuola, o qualunque altra persona che esso creda sia stata impiegata nella fabbrica durante gli ultimi due mesi. E chiunque rifiuti di deporre o di firmare una deposizione sull'argomento dell'interrogatorio, o chi impedisce o rifiuta all'ispettore od al sottoispettore l'ingresso nella fabbrica o nella scuola, può essere condannato ad una multa che non sia inferiore a tre e superiore a dieci lire sterline (legge del 1844).

All'ingresso di ogni fabbrica devono essere affisse in modo leggibile e in luogo aperto e visibile le notificazioni seguenti:

1° Il nome e l'indirizzo dell'ispettore e quello del sottoispettore del distretto; 2° il nome e l'indirizzo del medico-chirurgo che rilascia i certificati; 3° indicazione dell'orologio sul quale si regolano le ore di lavoro nella fabbrica. Questo orologio deve essere sempre un orologio pubblico riconosciuto dall'ispettore; 4° nomenclatura delle ore durante le quali i fanciulli, i non adulti e le donne sono occupati nella fabbrica; 5° le ore e il tempo dei pasti; 6° modo di lavorare dei fanciulli, cioè se lavorano a giornata, la mattina, il dopo mezzogiorno, oppure ogni secondo giorno.

Le disposizioni seguenti che completano la legge del 1870, e che sono in vigore dal gennaio 1876, hanno lo scopo di proteggere ancora più efficacemente gli individui citati nel suddetto regolamento.

Nessuno al disotto dei diciotto anni può essere impiegato

in una fabbrica se il suo nome non è iscritto sopra un registro pubblico.

Ogni persona che non abbia compiti i sedici anni deve portare un attestato medico che accerti la sua età; a questo scopo gli ispettori devono scegliere dei medici incaricati di questa missione. Gli ispettori possono annullare ogni certificato medico quando hanno motivo di credere che l'età effettiva non sia quella portata dall'attestato.

Nessun fanciullo sotto i dieci anni può essere impiegato (legge del 1874). Il tempo durante il quale un fanciullo (dai 10 ai 14 anni), un non adulto (dai 14 ai 18 anni), o una donna (dai 18 anni in su) possono essere impiegati, deve decorrere dalle sei del mattino alle sei della sera, o dalle sette del mattino alle sette della sera (legge del 1874). Nelle fabbriche in cui le ore di lavoro sono fissate dalle sei del mattino alle sei della sera, nessun fanciullo, nessun non adulto e nessuna donna possono essere occupati oltre questo limite di tempo, e nessuna di queste persone è obbligata a lavorare più di quattro ore e mezzo di seguito, senza un'interruzione di almeno mezza ora per un pasto; e ogni giorno due ore devono essere calcolate per i pasti, delle quali una almeno avanti le tre del pomeriggio (legge del 1874).

La stessa disposizione s'applica alle fabbriche nelle quali il lavoro è fissato dalle sette del mattino alle sette della sera.

Nelle fabbriche in cui i fanciulli sono occupati mezza giornata, sia avanti, sia dopo il mezzogiorno, nessun fanciullo che abbia diggià lavorato durante la prima parte della giornata, potrà essere costretto al lavoro durante la seconda parte.

Nelle fabbriche in cui i fanciulli sono occupati ogni secondo giorno, essi possono essere impiegati negli stessi lavori in cui s'impiegano i non adulti e le donne, ma mai durante due giorni consecutivi.

Il sabato, i fanciulli, i non adulti e le donne, non possono essere occupati oltre le due del pomeriggio.

Nessun fanciullo può essere occupato due sabati di seguito; e in nessun caso il sabato quando in un giorno qualunque della settimana esso abbia lavorato più di cinque ore.

Il tempo in cui lavorano gli individui posti sotto la tutela della legge industriale non può essere modificato se prima non ne è stato prevenuto per iscritto l'ispettore o il sotto-ispettore. Nessuno di questi individui può, durante il tempo che è stato accordato per il pasto, essere occupato in una parte qualunque della fabbrica oppure soggiornarvi; in caso contrario si considera ch'esso vi lavori in opposizione ai regolamenti.

I genitori o i loro rappresentanti sono obbligati di mandare alla scuola i fanciulli sotto i quattordici anni, impiegati in una fabbrica, a meno che il fanciullo, all'età di almeno tredici anni, non presenti un certificato firmato da una persona autorizzata la quale attesti che esso possiede cognizioni sufficienti di lettura, scrittura e aritmetica.

Nelle fabbriche in cui lavorano mezza giornata, i fanciulli devono frequentare le scuole tre ore ogni giorno della settimana, eccetto il sabato; in quelle in cui lavorano una giornata calcolata di dieci ore, essi devono frequentarla ogni giorno in cui non lavorano (si tratta naturalmente delle fabbriche in cui lavorano ogni secondo giorno), per cinque ore, eccettuato il sabato.

Il proprietario d'una fabbrica nella quale lavora un fanciullo deve il lunedì od un altro giorno qualunque della settimana, indicato dall'ispettore, esigere un certificato regolare che indichi la presenza o la non presenza del fanciullo alla scuola durante la settimana scorsa. È il proprietario stesso che sostiene le spese per l'istruzione dei fanciulli. La contribuzione però non può essere superiore a due *pence* (20 centesimi) per settimana; essa può essere prelevata sul salario settimanale del fanciullo, ma non è mai permesso di distrarre oltre il duodecimo di questo salario. L'insegnamento si impartisce in una scuola riconosciuta dal Dipartimento dell'educazione. Nei siti in cui non esiste una di queste scuole (in un raggio di due miglia inglesi), la regola va soggetta ad eccezioni.

Chiunque sia convinto d'infrazione alle disposizioni precedenti, va soggetto, se non sono i genitori od i loro rappresentanti, ad una multa da due a cinque lire sterline per ogni contravvenzione, mentre i genitori o i loro rappresentanti vanno soggetti ad una multa da due a cinque scellini. Se avviene nelle macchine un accidente che metta in pericolo la vita dell'operaio, in seguito a negligenza nell'osservanza dei provvedimenti di sicurezza, ordinati dall'ispettore, il proprietario va soggetto ad una multa da 10 a 100 lire sterline a beneficio dell'individuo colpito.

Estendendo un certificato falso, approfittando di un certificato siffatto, o eludendo le esigenze prescritte dalla legge, si va incontro ad una multa di dieci a venti lire sterline o ad una prigionia che può estendersi fino a sei mesi.

Qualche disposizione transitoria e qualche eccezione alla regola sono ammesse per agevolare il passaggio dall'antico stato di cose alla legislazione novella.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 14 febbraio 1876 (ore 14 20).

Cielo coperto nell'Adriatico superiore, a Portotorres, a Palermo, al Capo Spartivento, e a Porto Empedocle. Generalmente nuvoloso nel resto d'Italia. Dominio di venti di nord deboli o moderati. Mare agitato o mosso. Agitato solo al Capo Spartivento, dove soffia forte vento greco. Leggerissime oscillazioni barometriche. Calma con cielo coperto in gran parte dell'Austria e della Turchia. Neve a Sulina e a Varna. Venti da moderati a forti tranne nel sud e nel sud-ovest dell'Inghilterra. Mare grosso lungo la costa orientale della Scozia. Nel periodo decorso pioggie in Sicilia e nella Calabria inferiore. Dominio di venti deboli o moderati con nuvole e nebbie in molte stazioni.

Osservatorio del Collegio Romano — 14 febbraio 1876.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	763,6	764,2	763,4	765,2
Termomet. esterno (centigrado)	6,2	12,3	13,1	9,3
Umidità relativa...	82	70	72	95
Umidità assoluta...	5,82	7,36	8 02	8,22
Anemoscopio.........	N. 5	N. 3	N. 0	Calma
Stato del cielo......	2. nubi leggere	3. cirri e cumuli	1. quasi coperto	9. bello, un po' nebbioso

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 14,0 C. = 11,2 R. | Minimo = 5,9 C. = 4,7 R.
Pioggia in 24 ore = 1 mm., 0.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 15 febbraio 1876.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI LETTERA	CONTANTI DANARO	FINE CORRENTE LETTERA	FINE CORRENTE DANARO	FINE PROSSIMO LETTERA	FINE PROSSIMO DANARO	Nominale
Rendita Italiana 5 0/0	2° semestre 1876	—	—	75 35	75 25	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° aprile 1876	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0	1° trimestre 1876	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	80 25
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 60
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 30
Prestito Nazionale	1° ottobre 1875	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de'Tabacchi	1° semestre 1876	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0/0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	—	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2000 —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1377 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	478 50	478 —	— —	— —	— —
Società Generale di Credito Mob. Ital.	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	690 —
Cartelle Credito Fond. Banco S. Spirito	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	392 —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° semestre 1876	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° semestre 1876	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	353 —
Obbligazioni dette	1° aprile 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	1° gennaio 1876	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	1° ottobre 1875	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'ill. a Gas	1° semestre 1876	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	550 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	108 10	108 —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	27 15	27 14	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	21 75	21 73	— —
Sconto di Banca 5 0/0	— —	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

Francia a vista 108 97 lettera.

Banca Generale 478 50, 478 fine.

Il Deputato di Borsa: P. PIANCIANI | Il Sindaco: A. PIERI.

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

3ª SETTIMANA — Dal 15 al 21 gennaio 1876.

PROSPETTO DEI PRODOTTI col parallelo dell'anno precedente

RETE ADRIATICO-TIRRENA.

ANNI	DIVISIONE PER CATEGORIA						Media dei chilometri esercitati	PRODOTTO per chilometro
	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE		
	Prodotti della Settimana.							
1875	178,023 94	8,937 54	35,476 91	169,763 04	1,894 40	394,095 83	1,386 00	284 34
1876	162,745 54	5,900 93	31,381 85	82,823 90	2,196 83	285,049 05	1,446 00	197 13
Differenze 1876	— 15,278 40	— 3,036 61	— 4,095 06	— 86,939 14	+ 302 43	— 109,046 78	+ 60 00	— 87 21
	Dal 1° Gennaio.							
1875	485,499 48	18,532 84	117,547 16	430,779 43	6,018 80	1,058,377 71	1,386 00	763 62
1876	459,945 12	14,581 35	112,107 51	289,011 90	6,396 83	882,042 71	1,446 00	609 99
Differenze 1876	— 25,554 36	— 3,951 49	— 5,439 65	— 141,767 53	+ 378 03	— 176,335 „	+ 60 00	— 153 63

662

RETE CALABRO-SICULA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE	Media dei chilometri esercitati	PRODOTTO per chilometro
	Prodotti della Settimana.							
1875	46,222 28	934 99	5,933 50	45,714 96	1,228 60	100,034 33	755 00	132 50
1876	46,810 89	1,241 30	4,245 52	37,414 36	1,730 01	91,442 08	930 00	98 32
Differenze 1876	+ 588 61	+ 306 31	— 1,687 98	— 8,300 60	+ 501 41	— 8,592 25	+ 175 00	— 34 18
	Dal 1° Gennaio.							
1875	127,439 80	3,266 05	17,957 08	114,520 74	3,167 80	266,351 47	755 00	352 78
1876	153,014 45	3,889 56	18,883 35	113,820 98	3,954 38	293,562 72	922 71	318 15
Differenze 1876	+ 25,574 65	+ 623 51	+ 926 27	— 699 76	+ 786 58	+ 27,211 25	+ 167 71	— 34 63

AVVERTENZA.

(2ª *pubblicazione*)

In seguito delle pubblicazioni inserite in questa Gazzetta nei giorni 8 e 9 corrente, numeri 31, 32, del bando ad istanza di Carlo Ludovici, in danno di Angelo Falconi, si avverte che l'incanto avrà luogo nell'udienza destinata il giorno 14 prossimo marzo.

755 B. FERRANTINI.

AVVISO.

Si rende a notizia che i legni di vettura coi numeri 1126, 1211, 1312, 1848, abbenchè assegnati coi rispettivi cavalli a nome di altri, e precariamente dai medesimi ritenuti pel servizio giornaliero di piazza, pure sono di proprietà del sottoscritto; e perciò chiunque ne facesse acquisto, deve sempre esser responsabile verso il medesimo.

VINCENZO ERRANI

777 Via delle Muratte, n. 42.

DIFFIDAZIONE.

La Società anonima per la fabbricazione dello zucchero in Italia con stabilimento in Rieti (Umbria) diffida legalmente il possesso delle seguenti trenta azioni della Società appartenenti alla 1ª serie, ed aventi i numeri 695, 780, 781, 681, 779, 813, 826, 1166, 812, 1192, 1184, 1194, 2307, 2328, 2299, 2304, 1999, 1995, 2001, 2039, 2040, 2023, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2053, 2054, le quali essendosi smarrite rimangono in forza della presente assolutamente nulle e di nessun valore.

GUIDO conte DI CARPEGNA
Presidente della Società anonima
per la fabbricazione
774 dello zucchero in Italia.

ESTRATTO DI PROVVEDIMENTO.

(1ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile e correzionale di Piacenza, sulle istanze delli Fiorentini Gaetano, Francesco, Alberto, Giuseppe e Teresa fu Antonio, residenti in Carpaneto, ammessi al beneficio della gratuita clientela con decreto della competente Commissione in data 3 novembre 1875, riunitosi in camera di consiglio nel giorno 20 novembre suddetto,

Ha ordinato al pretore del mandamento di Carpaneto di assumere le necessarie informazioni, onde procedere alla dichiarazione d'assenza di Fiorentini Bernardo fu Antonio, scomparso dal suo domicilio di Carpaneto fino dall'anno 1865, senza dare più mai alcuna notizia di sè, nè lasciare procuratore di sorta.

Piacenza, 9 febbraio 1876.

761 Il proc. EMILIO ZANCANI.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI POTENZA

AVVISO D'ASTA.

Si fa noto al pubblico che alle ore 12 meridiane del giorno 29 corrente mese si procederà, innanzi al signor prefetto o chi per esso, nella sala delle pubbliche adunanze nel palazzo della prefettura in Potenza, a pubblico incanto col sistema dei partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento per lo *Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione del 2° tronco della strada provinciale da Brienza per la Valle del Pergolo e del Landro alla nazionale Appulo-Lucana presso Vietri di Potenza, compreso tra il fosso Petricoso ed il pubblico fonte del comune anzidetto, di lunghezza metri 8058, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 269,578 02.*

Ciascun concorrente all'asta dovrà esibire all'Autorità che la presiede:

1° Certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità del luogo di domicilio dell'offerente medesimo;

2° Certificato di un ingegnere, confermato dal signor prefetto e rilasciato da non più di sei mesi, che attesti l'idoneità dell'offerente allo eseguimento e direzione dei lavori che si appaltano;

3° Quietanza della Tesoreria provinciale, da cui risulti eseguito il deposito di lire diecimila (L. 10,000) per garanzia della offerta.

Le offerte saranno scritte in carta bollata da una lira e presentate all'asta in plichi suggellati.

Non sarà tenuto conto delle offerte per persona da nominare, nè di quelle condizionate.

L'appalto sarà deliberato al migliore offerente che avrà superato o raggiunto il minimo ribasso stabilito con la scheda segreta prefettizia per norma del deliberamento.

L'impresa sarà vincolata al progetto, ai disegni ed ai capitolati di appalto in data 10 maggio 1875, che ognuno potrà consultare e leggere nell'ufficio della prefettura, dove sono depositati.

Le opere e le provviste che formano oggetto dello appalto dovranno essere intraprese appena avrà avuto luogo la regolare consegna, e proseguite con alacrità, per dare ogni cosa compiuta entro mesi 24 dalla detta consegna; nel caso però che la durata della esecuzione dovesse subordinarsi alla disponibilità dei fondi, la impresa dovrà compiere in ogni anno una massa di lavori corrispondente alla somma che sarà annualmente stanziata in bilancio.

La cauzione definitiva dello appalto è stabilita in lire venticinquemila (L. 25,000), e sarà data prima della stipulazione del contratto in biglietti di Banca aventi corso legale od in cartelle di rendita pubblica al portatore valutata al prezzo corrente in Borsa nel giorno del deposito.

Il contratto sarà stipulato fra i 30 giorni successivi a quello del deliberamento definitivo dello appalto.

L'appaltatore dovrà far intervenire nel contratto il suo sostituente o fideiussore riconosciuto idoneo, a mente dell'articolo 8 del capitolato generale.

L'appaltatore ed il supplente eleggeranno nel contratto il loro domicilio legale nel palazzo degli uffici municipali in Potenza.

Tutte le spese inerenti agli incanti, al contratto ed allo appalto saranno a carico dello appaltatore.

Il termine utile alla presentazione delle offerte per miglioramento di ventesimo è stabilito in giorni 15 successivi alla pubblicazione dello avviso di seguito deliberamento.

Potenza, li 12 febbraio 1876.

749 *Il Segretario di Prefettura:* PASQUALE JACOVINI.

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE DI GENOVA

N. 8 d'ord.

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 2 marzo 1876, alle ore 2 pomerid., si procederà in Genova, avanti il direttore del Genio militare, e nel locale della Direzione suddetta, nella salita S. Stefano, n. 1, all'appalto seguente a mezzo di pubblici incanti a partiti segreti:

Opere di sistemazione del fronte di mare della piazza di Genova dalla parte di ponente, ascendenti a lire 138,000.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta nel locale suindicato nelle ore d'ufficio.

Sono fissati a giorni 15 i fatali, ossia il tempo utile per presentare l'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione decorribili dal mezzodì del giorno di deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore dell'offerente il quale nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario di una lira avrà maggiormente migliorato od almeno raggiunto il ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo d'incanto, la quale verrà aperta dopo che si saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno esibire alla Commissione, contemporaneamente alla presentazione dei partiti stessi, i seguenti documenti:

1. Una ricevuta della Direzione suddetta constatante d'aver fatto presso la Direzione stessa, ovvero nella Cassa dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 13,000 in contanti od in rendita al portatore del Debito Pubblico del Regno al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

2. Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

3. Un attestato di persona dell'arte, confermato dal direttore del Genio militare locale, il quale sia di data non anteriore di sei mesi, ed assicuri che lo aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione d'altri contratti d'appalto d'opere pubbliche o private.

I depositi tanto in effettivo contante od in rendita, quanto delle quietanze rilasciate dalle Tesorerie o Cassa di cui sopra, dovranno essere fatti presso la Direzione in cui ha luogo l'appalto, dalle ore 9 alle 11 antimeridiane del giorno fissato pel medesimo.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma ed agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo, e giustificata la loro moralità ed idoneità come sopra.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira, e quelli che contengono riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di segreteria, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato a Genova, 12 febbraio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: C. A. TORELLI.

747

MUNICIPIO DI SANTA MARIA CAPUA VETERE

AVVISO D'ASTA.

Si deduce a pubblica conoscenza che nel mattino del dì 28 del camminante mese, alle ore 12 meridiane, in base della deliberazione del dì 29 ottobre 1873, avrà luogo nel palazzo municipale, ed innanzi al sindaco locale, l'appalto dei lavori per la costruzione del nuovo selciato della via Albana in questa città, in conformità del progetto d'arte redatto dagli ingegneri signori Contini Nicola e Matarazzi Tommaso, debitamente approvato in data del dì 17 febbraio 1875, e del rispettivo capitolato di appalto per la somma di lire sessantasettemiladuecento; quale lavoro sarà eseguito in questo camminante anno pel tratto dalla via Gelsi al quadrivio della via Municipio, in conformità dell'articolo 4° del detto capitolato e del numero primo della deliberazione consigliare del 24 or decorso mese di gennaio, e pel 2° tratto dalla via Municipio alla via San Pietro, dopo che sarà espletato il selciamento della via Mazzocchi.

L'aggiudicazione seguirà mediante la estinzione delle candele, ed osservate le formalità prescritte dal regolamento governativo, a favore di chi porterà il maggiore ribasso per ogni cento lire di lavoro.

La misura della licitazione sarà determinata nel momento della subastazione da colui che la presiede.

Venendo deliberato lo appalto, potrà sul prezzo ottenuto farsi offerta del ventesimo in meno fino alle ore 12 merid. del 13 del prossimo mese di marzo.

Per essere ammessi a licitare i concorrenti dovranno depositare la somma di lire 400 come cauzione provvisoria, e giustificare la loro idoneità con un attestato di un ingegnere del Genio civile di data non anteriore a sei mesi.

Il progetto, il capitolato di appalto e gli altri documenti che regolar debbono la esecuzione degli enunciati lavori, e la deliberazione del Consiglio del dì 24 gennaio 1876 per il modo di pagamento ed altro, sono depositati presso la segreteria comunale, essendo fatta facoltà a chiunque di prenderne visione dalle 8 antimeridiane fino alle 2 pomeridiane di ciascun giorno.

Dal Palazzo municipale, li 13 febbraio 1876.

741 *Il Segretario Comunale*: GIUSEPPE TREGENTESE.

N. 7.

GENIO MILITARE - DIREZIONE DI ROMA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 4 del prossimo marzo, alle ore 3 pomeridiane si procederà in Roma, avanti il signor direttore del Genio Militare nel locale della Direzione, in via del Quirinale n° 9, piano primo, all'appalto seguente mediante partito segreto:

Costruzione di tre scuderie, di una casermetta e di un magazzino al Castro Pretorio in Roma, per la somma complessiva di lire 293,000.

I lavori dovranno essere ultimati nel termine di giorni centottanta a decorrere dalla data dell'ordine di esecuzione.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la predetta Direzione nel locale suddetto.

Sono fissati a giorni 15 i fatali per il ribasso del ventesimo, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente, che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario di lira una, avrà offerto sull'ammontare suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore od almeno eguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che si saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno produrre i seguenti documenti:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'Autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

b) Un attestato di persona dell'arte confermato dal direttore del Genio militare locale, il quale sia di data non anteriore di mesi sei ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private. Gli attestati che abbisognano della conferma del direttore dovranno essere presentati non meno di 3 giorni prima di quello fissato per l'incanto.

c) Una ricevuta della Direzione suddetta, constatante di aver fatto presso la Direzione stessa, ovvero nella Cassa dei depositi e prestiti, o delle Tesorerie dello Stato un deposito di lire 30,000 in contanti od in rendita al portatore del Debito Pubblico Italiano, al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Il ricevimento nella Cassa della Direzione dei depositi per concorrere all'asta e la presentazione dei titoli richiesti per esservi ammessi, avranno luogo dalle ore 8 alle 11 ant. del giorno dell'incanto.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma od agli uffici staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura della scheda ministeriale e se non risulterà che gli accorrenti abbiano fatto il deposito di cui sopra e giustificata la loro moralità ed idoneità.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Le spese d'asta, di bollo, la tassa di registro ed i diritti di segreteria sono a carico del deliberatario, il quale dovrà pagarne l'importo all'atto della stipulazione del contratto.

Roma, il 14 febbraio 1876.

Per la Direzione
Il Segretario: C. ARNAUD.

748

COMMISSARIATO GENERALE
DEL TERZO DIPARTIMENTO MARITTIMO

Avviso di seguito deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento per l'esecuzione della legge 22 aprile 1869, sulla Contabilità generale dello Stato, si notifica che l'impresa per la provvista di

Tele olone, Tele cotonine e manichette di tela,

per la somma di lire 42,180 95, di cui negli avvisi d'asta del 31 dicembre 1875 e 20 gennaio u. s., è stata deliberata provvisoriamente quest'oggi col ribasso di lire 2 75 per ogni cento lire d'importo.

Viene pertanto avvertito il pubblico, che il termine utile per presentare le offerte di ribasso del ventesimo, o presso questo Commissariato generale, o presso quelli del 1° e 2° dipartimento, o presso il Ministero della Marina, scade al mezzodì del giorno 29 corrente mese, regolato all'orologio di detti uffici, spirato il qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo, deve, all'atto della presentazione della relativa offerta ad uno dei suindicati uffici, accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta.

Venezia, li 10 febbraio 1876.

Il Sottocommissario di Marina ai Contratti
A. CUZZANITI.

764

N. 12.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

I simultanei incanti tenutisi il 10 febbraio corrente essendo riusciti deserti, si addiverrà alle ore 10 antimeridiane di giovedì 2 marzo p. v., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale dei ponti e strade e presso la Regia prefettura di Cremona avanti il prefetto, simultaneamente ad una second'asta, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, pello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla novennale manutenzione del tronco della strada nazionale n. 22 da Spezia a Cremona, scorrente in provincia di Cremona, compreso fra Casalmaggiore e Piadena, esclusa la traversa di Casalmaggiore, della lunghezza di metri 16,611, per la presunta annua somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 15,646.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare, in uno dei suddesignati uffizi, le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiararsi**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello che dalle due aste risulterà il migliore offerente, qualunque sia il numero dei partiti, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza dei capitolati d'appalto generale e speciale in data 10 settembre 1875, ammessi dal Consiglio di Stato in sua adunanza delli 5 gennaio 1876, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Roma e Cremona.

La manutenzione comincierà dal 1° aprile 1876 e durerà un novennio.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare i certificati d'idoneità e di moralità prescritti dall'articolo 2 del capitolato generale;

2° Esibire la ricevuta di una delle Casse di Tesoreria provinciale, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 1000.

La cauzione definitiva è di lire 500 di rendita in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni dieci successivi all'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare, in uno dei suddesignati uffizi, offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni quindici successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento, il quale sarà pubblicato in Roma e Cremona.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 12 febbraio 1876.

Per detto Ministero

732 *Il Capo Sezione*: M. FRIGERI.

(2ª pubblicazione).

DIREZIONE DEL GENIO MILITARE DI MANTOVA

AVVISO D'ASTA.

Stante la deserzione del primo incanto, si notifica al pubblico che nel giorno 14 febbraio 1876 si procederà in Mantova avanti il direttore del Genio militare, e nel locale della Direzione, sito in via Corso Vecchio, al civico num. 1, nuovamente all'appalto dei lavori di

Ordinaria manutenzione delle fortificazioni e fabbricati militari nelle piazze di Mantova e Borgoforte per il triennio 1876-77 e 78, per la somma di lire 37,500 annue.

A termini dell'art. 49 del regolamento approvato con R. decreto 25 gennaio 1870, si avverte che in questo nuovo incanto si farà luogo al deliberamento qualunque sia il numero dei concorrenti e delle offerte.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione suddetta.

I fatali per il ribasso non minore del ventesimo scadono al mezzodì del 19 febbraio 1876.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato, e steso su carta filigranata col bollo ordinario di una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore, od uguale al ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno:

1. Fare presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti, o delle Tesorerie dello Stato, un deposito di lire 11,300 in contanti, od in rendita del Debito Pubblico, al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito; tale deposito dovrà essere fatto non più tardi delle ore 11 1/2 antim. del giorno antecedente a quello fissato per l'incanto.

2. Produrre un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati.

3. Esibire un attestato di persona dell'arte confermato dal direttore del Genio Militare locale, il quale sia di data non anteriore di sei mesi ed assicuri che l'aspirante ha dato prove di perizia e di sufficiente pratica nell'eseguimento o nella direzione di altri contratti d'appalto di opere pubbliche o private.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario di una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni del Genio Militare od agli uffizi staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Mantova, addì 8 febbraio 1876.

Per la Direzione

633 *Il Segretario*: G. GAGNA.

Ad istanza del signor Eugenio Giansanti, collettore dell'esattore comunale di Frosinone, si rende pubblico il seguente

AVVISO.

Nel giorno 8 marzo 1876, ad ore 10 antimeridiane, ed occorrendo un secondo e terzo esperimento nei giorni 14 e 20 marzo 1876, avranno luogo nella Regia Pretura di Frosinone le sottodescritte subaste, cioè:

A danno di Zangrillo Pietro Paolo del fu Silverio di una casa per proprio uso di abitazione posta in Frosinone, via della Valle, ora via Garibaldi, Sezione città, num. 170, confinanti via del Carbonaro, via Garibaldi, Confraternita della Buona Morte e Cagiano conte Vincenzo fu Ottavio, reddito imponibile lire 225, prezzo minimo lire 4017 60, deposito a garanzia dell'offerta lire 200 28, proprietà libera. — A danno di Forti Filippo fu Francesco: 1° di una casa parte di affitto e parte ad uso di abitazione, posta in Frosinone, via Garibaldi, ai numeri civici 50, 51, Sezione città, num. 194, reddito imponibile lire 263 49, prezzo minimo lire 2471 40, deposito a garanzia dell'offerta lire 123 59, confinanti via Garibaldi, via Fortuna, Carolina vedova Nobili e Bracaglia Giuseppe fu Francesco. — 2° Porzione di casa di affitto posta in Frosinone, via Garibaldi al civico num. 57, Sezione città, num. 196-2, confinanti via Garibaldi, Demanio nazionale per le monache di Gesù e Maria e Pesci Giuseppe, reddito imponibile lire 60, prezzo minimo lire 585, deposito a garanzia dell'offerta lire 29 35. Il deliberatario deve sborsare l'intiero prezzo nei tre giorni successivi alla aggiudicazione e più pagare tutte le spese d'asta, di registro e contrattuali.

Frosinone, li 4 febbraio 1876.

745 *Per l'Esattore*: EUGENIO GIANSANTI collettore.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DELLA FONDERIA DI TORINO

AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno 9 del prossimo mese di marzo, alle ore 2 pomeridiane precise, si procederà in Torino, avanti il direttore, nell'ufficio dello Stabilimento suddetto e nel locale dell'Arsenale, via Arsenale, n° 26, piano terreno, all'appalto seguente, provvista di

Cerchi d'acciaio da bocche da fuoco, chil. 48,240 a L. 2 20, L. 106,128.

La provvista dovrà essere compiuta nel termine di giorni centotrenta, e l'introduzione dovrà farsi nei magazzini della Direzione predetta.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta nel locale suddetto.

Nell'interesse del servizio il Ministero ha ridotto a giorni 16 i fatali per il ribasso del ventesimo decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del migliore offerente che nel suo partito suggellato, firmato e steso su carta filigranata col bollo ordinario da una lira avrà offerto sul prezzo suddetto un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito in una scheda suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno fare presso le Tesorerie dello Stato un deposito di lire 10,700 in contanti od in rendita del Debito Pubblico al valore di Borsa della giornata antecedente a quella in cui viene operato il deposito.

Saranno considerati nulli i partiti che non siano firmati, suggellati e stesi su carta filigranata col bollo ordinario da una lira e quelli che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali dell'Arma od agli uffizi staccati da esse dipendenti. Di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto, se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo, nonchè i documenti comprovanti l'idoneità per poter essere ammessi all'asta prescritti dalle condizioni d'appalto.

Le spese d'asta, di bollo, di registro, di copie ed altre relative sono a carico del deliberatario.

Dato in Torino, addì 12 febbraio 1876.

Per la Direzione

763 *Il Segretario*: P. CASALIS.

BANCA TOSCANA DI CREDITO

696

Riassunto della situazione del dì 31 del mese di gennaio 1876.

Capitale sociale o patrimoniale, utile alla tripla circolazione (R. D. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 5,000,000

ATTIVO.

Cassa e riserva			L.	6,895,491 12
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta, a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 4,311,819 54	4,311,819 54	„ 4,311,819 54
	id. maggiore di 3 mesi	„ „		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ „		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ „		
	Cambiali in moneta metallica	„ „	„	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ „		
Anticipazioni			„	6,096,780 02
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca	L. 1,417,922 50		„ 1,417,922 50
	Id. id. per conto della massa di rispetto	„ „		
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza	„ „		
	Effetti ricevuti all'incasso	„ „		
Crediti			„	8,559,858 24
Sofferenze			„	23,164 87
Depositi			„	15,728,467 „
Partite varie			„	485,279 70
		Totale	L.	43,518,782 99
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso			„	14,419 09
		Totale generale	L.	43,533,202 08

PASSIVO.

Capitale	L.	10,000,000 „
Massa di rispetto	„	185,000 „
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	„	14,997,390 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„	„
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„	890,796 95
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„	15,728,467 „
Partite varie	„	1,631,281 79
Totale	L.	43,432,935 74
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„	100,266 34
Totale generale	L.	43,533,202 08

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro	L.	5,000,000 „
Argento	„	„
Bronzo	„	1,391 12
Biglietti consorziali	„	1,319,750 „
Riserva	L.	6,321,141 12
Biglietti di altri Istituti d'emissione	„	574,350 „
Totale	L.	6,895,491 12

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Importo
da L. 50	39,468	L. 1,973,400 „
da „ 100	33,547	„ 3,354,700 „
da „ 200	13,694	„ 2,738,800 „
da „ 500	9,526	„ 4,763,000 „
da „ 1000	12	„ 12,000 „
Somma		L. 12,841,900 „

Biglietti ecc. di tagli da levarsi di corso.

Valore	Numero	Importo
da L. 20	82,692	L. 1,653,840 „
Totale		L. 14,495,740 „

Il rapporto fra il capitale L. 5,000,000 00 e la circolazione . . . L. 14,495,740 00 è di uno a 2 89

Il rapporto fra la riserva L. 6,321,141 12 e { la circolazione L. 14,495,740 00; gli altri debiti a vista L „ } L. 14,495,740 00 è di uno a 2 29

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L.	5 00
Sulle cambiali pagabili in metallo	„	„
Per le anticipazioni su titoli e valori	„	6 00
Per le anticipazioni su sete	„	„
Per le anticipazioni su altri generi (*Banco di Napoli*)	„	„
Sui conti correnti passivi	„	2 50

Prezzo corrente delle azioni	L.	625 00
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato (acconto 1875)	„	4 80

AVVISO.
(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Nicastro, mercè decreto del 28 luglio 1873, ha ordinato lo svincolo della rendita di lire ottantacinque, intestata al signor Domenico Aliberti, come R. notaro e come notaro certificatore, risultante dai due certificati della Cassa del Debito Pubblico di Napoli del 18 luglio 1862, nn. 14605 e 14606, ognuno per la rendita di lire quaranta, nonchè dagli altri certificati d'assegno provvisorio nominativo della stessa data, rilasciati dalla Cassa medesima, nn. 3191 e 3192, per la rendita ciascuno di lire due e centesimi cinquanta.

Cotesto svincolo e restituzione di deposito è stato disposto a favore degli eredi del suddetto notaro Aliberti Domenico, signori Nicolino, Ferdinando e Raffaele, figli maggiori del medesimo, e della vedova signora Rosina Valentino, in nome proprio, e qual madre e tutrice dei signori Chiarina, Francesco, Angiolina, Virginia ed Eugenia, figli minori del ricordato notaro, e senza reimpiego pe' minori suddetti.

Nicastro, 16 gennaio 1876.

327 Il proc. Pasquale Giuliani.

DELIBERAZIONE
(3ª *pubblicazione*)

Il tribunale, deliberando in camera di consiglio sul rapporto del giudice delegato e sulle uniformi conclusioni del Pubblico Ministero, dichiara che la Regina d'Avalos è unica erede del signor Gaetano d'Avalos fu Carlo.

Ordina quindi che la Direzione del Debito Pubblico italiano intesti a favore di Regina d'Avalos del fu Gaetano, col vincolo pupillare e sotto la amministrazione del tutore sig. Luigi Andreassi, l'annua rendita di lire centottanta (L. 180), iscritta sul Gran Libro del Debito Pubblico italiano a favore dell'Avalos Gaetano fu Carlo, racchiusa nel certificato sotto il numero centotrentamilanovecentoquindici e novecentotrentunmilaottocentocinquantacinque (num. 130915|931855) e di posizione settantamila cinquecentodiciannove.

Così deliberato nella camera del consiglio della terza sezione del tribunale civile e correzionale di Napoli, sita nel locale di Castel Capuano, oggi, addì diciassette dicembre milleottocentosettantacinque.

356 Alberto de Ruggiero proc.

REGIA PRETURA
del 5° Mandamento di Roma.

A richiesta della Ditta fratelli Pontecorvo, rappresentata da Pacifico e Benedetto Pontecorvo, domiciliata elettivamente in Roma, via della Regginella numero 1,

Io Muzio Camillo usciere presso la suddetta pretura ho col presente atto fatto precetto a Castelnuovo Giacomo, di domicilio, residenza e dimora incogniti, di pagare alla Ditta richiedente entro giorni cinque da oggi decorrendi le seguenti somme, cioè:

1° Per sorte principale . L. 255 45
2° Spese liquidate comprese le ulteriori . . . . . „ 87 40
3° Frutti ed interessi . . „ 5 00

Totale L. 347 85

Con diffidamento allo stesso Castelnuovo che, non pagando esso nel termine come sovra prefisso la suddetta somma, si procederà a suo carico alla esecuzione mobiliare forzata con tutti i mezzi dalla legge autorizzati.

E ciò in forza di sentenza pronunciata dal R. pretore del mandamento suddetto li 22 ottobre 1875, spedita in forma esecutiva li 30 detto mese e notificata a mente dell'articolo 141 del Codice di procedura civile li 29 dicembre detto anno.

Roma, 15 febbraio 1876.

773 Muzio Camillo usciere.

CAMERANO NATALE, *Gerente.*

ROMA — Tip. Eredi Botta.